

UN MEILLEUR AVENIR POUR LES JEUNES AU CANADA

LIVRET STRATÉGIQUE RE-IMAGINE

2023

Les points de vue des jeunes sur :

LES DROITS DES PERSONNES 2SLGBTQ+
L'ÉDUCATION
LA SANTÉ MENTALE
LES SOINS DE SANTÉ
LE TRAVAIL DES ENFANTS

Une initiative de défense et de promotion
des droits de l'enfant d'UNICEF Canada

UNICEF Canada exprime sa reconnaissance :

Aux jeunes qui ont contribué à la rédaction du présent livret stratégique.

À nos partenaires de la Journée nationale de l'enfant :

le Programme national de réconciliation d'Aide à l'enfance Canada, la Commission des étudiants du Canada, Equitas, Plan Canada, Repaires jeunesse du Canada, et YMCA Canada.



Nous adressons des remerciements particuliers à Overlap Associates.

UNICEF Canada remercie la Fondation Lawson d'appuyer nos efforts visant à améliorer le bien-être des enfants et des jeunes au Canada.

UNICEF Canada reconnaît que son travail se fait dans des territoires autochtones dans l'ensemble de « l'île de la Tortue » et s'engage à œuvrer à la réconciliation avec les peuples autochtones. Le bureau national d'UNICEF Canada se trouve sur le territoire ancestral traditionnel de plusieurs Nations, dont les Hurons-Wendat, les Pétuns, les Sénécas et plus récemment, les Mississaugas de New Credit. Ce territoire fait partie du Pacte de la ceinture wampum faisant référence au concept du « bol à une seule cuillère », qui permettait à tous les peuples de partager et de gérer pacifiquement les ressources autour des Grands Lacs. Ce territoire est également couvert par les traités du Haut-Canada. Il accueille aujourd'hui plusieurs Premières Nations, communautés Métis, et peuples inuit, et nous sommes reconnaissants de pouvoir vivre et travailler sur ce territoire.

Also available in English.

Toutes les photos © UNICEF Canada

Des extraits de cette publication peuvent être reproduits avec mention de la source. Les demandes d'utilisation d'extraits plus importants ou de l'ensemble de la publication devraient être adressées à UNICEF Canada.

Nous suggérons d'employer le format de citation suivant :

UNICEF Canada, 2023. Livret stratégique Ré-imagine, UNICEF Canada, Toronto.

Pour obtenir plus de renseignements sur UNICEF Canada :

Téléphone : 1 800 567-4483

Courriel : info@unicef.ca

À PROPOS DE CE LIVRET STRATÉGIQUE

Le présent livret stratégique représente le travail des jeunes défenseurs des droits de l'enfant qui se sont réunis tout au long de l'année 2023 pour apprendre, mais aussi échanger des connaissances et des compétences relatives à leurs droits fondamentaux et à la défense de ces droits. Ces jeunes ont retenu cinq enjeux étroitement liés qui les unissent dans leur volonté farouche de bâtir un pays meilleur et un monde différent : **les droits des personnes 2SLGBTQ+, l'éducation, la santé mentale, les soins de santé et le travail des enfants.**

Chaque énoncé présente les points forts du débat mené par les jeunes sur un thème particulier, tel que compris et rédigé par eux. Chaque section présente leurs recommandations aux décideurs, aux adultes partenaires et aux autres jeunes, et la manière dont ces derniers peuvent les soutenir dans leurs actions de défense des droits de l'enfant. Bien que ces mots soient les leurs et ne représentent pas nécessairement les positions d'UNICEF Canada ou de ses organisations partenaires de la Journée nationale de l'enfant, nous sommes fiers d'offrir cette plateforme pour les points de vue des jeunes sur les questions qui leur tiennent à cœur. Veuillez les lire et les partager avec le plus grand nombre possible de personnes pour amplifier la voix des jeunes et leurs expériences, et les aider à ré-imaginer un avenir plus radieux pour les jeunes du Canada.

Le livret stratégique a été diffusé pour la première fois lors du Sommet de la jeunesse le 20 novembre 2023, en reconnaissance de la Journée nationale de l'enfant et de la Journée mondiale de l'enfance (le 20 novembre).

Une version numérique du présent livret stratégique est également disponible au www.unicef.ca/livretstrategiquereimagine. 

TABLES DES MATIÈRES

- 4**
Message de la part des jeunes défenseurs des droits de l'enfant
- 5**
 Les droits des personnes 2SLGBTQ+
- 9**
 L'éducation
- 13**
 La santé mentale
- 17**
 Les soins de santé
- 20**
 Le travail des enfants
- 23**
Message de la part des organisations partenaires de la Journée nationale de l'enfant

À LA UNE : U-REPORT CANADA



U-Report est une plateforme de sondage conçue par l'UNICEF pour les jeunes âgés de 13 à 24 ans. C'est un moyen unique pour obtenir rapidement et en temps réel l'opinion des jeunes sur les problèmes qui les préoccupent; pour comprendre comment différents groupes de jeunes sont affectés par les décisions, les politiques, les services et les événements; et de faire participer les jeunes aux décisions qui les concernent. La communauté U-Report au Canada compte plus de 1 400 membres provenant de l'ensemble des provinces et des territoires.

Pour en savoir plus et vous inscrire à U-Report Canada, visitez le www.ureportcanada.ca.



MESSAGE DE LA PART DES JEUNES DÉFENSEURS DES DROITS DE L'ENFANT

À vous toutes et tous qui lisez ces lignes, sachez que cette terre vous appartient, à chacune et chacun d'entre vous, issus de divers milieux et de tous les horizons. Depuis les nombreux peuples autochtones de notre vaste territoire jusqu'aux personnes migrantes qui enrichissent notre culture et la rendent unique. Chers jeunes d'un océan à l'autre, ne laissez personne vous faire sentir que vous ne comptez pas ou que vous n'avez pas voix au chapitre, car votre voix compte. **Vous avez le droit d'être vous-mêmes, précisément.**

Depuis dix mois, le Programme jeunesse de défense et de promotion des droits d'UNICEF Canada a réuni de jeunes gens de partout au pays qui sont une source d'inspiration. Ce laps de temps ensemble nous a permis de discuter des facteurs qui nous poussent aux extrêmes.

Notre jeunesse est confrontée à une multiplicité de défis cruciaux qui demandent notre attention et des actions immédiates.

En raison notamment de la récente pandémie et de l'inflation galopante, nos systèmes de **soins de santé** sont en voie d'être mobilisés jusqu'à leur point de rupture. Le sous-financement et le manque d'accessibilité aux soins de base et de **santé mentale** ont franchi un seuil inacceptable en 2023. Nous aspirons à un pays où personne n'ait à subir les conséquences de besoins médicaux négligés.

Chaque enfant mérite de grandir dans un environnement sécuritaire et bienveillant. Les droits de nos **communautés 2SLGBTQ+** sont menacés au quotidien par des lois inhumaines adoptées par nos leaders politiques.

L'éducation devrait être un droit acquis, pas un privilège. Trop de jeunes gens font les frais du manque d'investissement en éducation. Tous les jours, nous en constatons les impacts, de même que les effets du recours inhumain au **travail des enfants**, néfastes à leur santé, tant mentale que physique. Nous entretenons l'espoir de façonner un futur assurant la liberté pour qu'ils puissent tisser leurs propres rêves.

Les décisions prises en ce moment par nos gouvernements détermineront notre devenir collectif. Ces enjeux clés réclament notre attention, car il s'agit de droits de la personne et de justice visant à offrir à toutes et à tous la possibilité de vivre pleinement. Nous nous devons de choisir et d'agir.

Ce livret stratégique n'est pas destiné aux oubliettes. C'est un document vivant. Nous faisons appel à vous pour l'utiliser comme guide pour faire avancer le Canada et pour, espérons-le, concrétiser les aspirations de notre jeunesse. Dans le livret de cette année, nous abordons les façons de travailler ensemble à créer un monde stimulé par l'espoir, et non la peur.

Grâce à notre esprit toujours combatif, nous nous efforçons d'engendrer un Canada où tout le monde peut s'épanouir, porté par la volonté de créer **des lendemains meilleurs**.

LES DROITS DES PERSONNES 2SLGBTQ+



L'état actuel des droits des personnes 2SLGBTQ+

En tant que membres de la famille 2SLGBTQ+, nous nous posons quotidiennement des questions : Serons-nous jugés? Serons-nous harcelés? Serons-nous agressés? Les questions concernant les jeunes 2SLGBTQ+ sont extrêmement pressantes, comme en témoignent les données qui attestent d'une augmentation des manifestations anti-2SLGBTQ+ au Canada en 2023, parallèlement à une augmentation plus importante aux États-Unis (ACLED, 2023).

Il suffit de penser aux manifestations « 1 Million March 4 children » qui ont eu lieu dans tout le Canada au cours de l'été 2023 et qui réclamaient l'élimination des programmes scolaires sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, des pronoms, de l'idéologie du genre et des salles de bain mixtes dans les écoles. Ces manifestations ont donné lieu à des contre-manifestations de la part de militants et de jeunes 2SLGBTQ+, beaucoup d'entre eux affirmant qu'en introduisant dans les salles de classe des discussions axées sur les personnes 2SLGBTQ+, on offre aux jeunes un espace où ils peuvent exprimer leurs sentiments sans craindre de répercussions et sans s'inquiéter de l'intériorisation de ces sentiments de haine de soi et d'isolement (CBC, 2023).

Certains groupes de la famille 2SLGBTQ+ pourraient être plus susceptibles de devenir victimes de lois anti-2SLGBTQ+. Par exemple, certaines personnes ont demandé des politiques qui exigeraient des espaces non mixtes ouverts uniquement aux femmes cisgenres. De telles politiques visent à exclure les personnes transgenres des prisons, des refuges, des vestiaires et des toilettes pour femmes.

L'exemple le plus marquant est la politique du ministère de l'Éducation intitulée « Utilisation du prénom et des pronoms préférés par les élèves »

(Use of Preferred First Name and Pronouns by Students) en Saskatchewan. Cette politique a fait avancer la nouvelle législation anti-2SLGBTQ+ : « Les écoles doivent désormais demander l'autorisation des parents ou des tuteurs avant de permettre aux élèves de moins de 16 ans de changer ce que la province appelle leur nom et leurs pronoms "privilégiés" ». De nombreux militants, organisations et dirigeants 2SLGBTQ+ ont commencé à s'exprimer dans les heures qui ont suivi l'introduction de cette politique, dont beaucoup estiment qu'elle rend « plus dangereux le fait d'être un élève 2SLGBTQ+ dans la province » et qu'elle « réduit à néant les droits des élèves... et n'est pas dans leur intérêt supérieur » (CBC, 2023). De nombreux élèves risquent ainsi d'être dénoncés à des familles anti-2SLGBTQ+, ce qui peut entraîner une augmentation des violences physiques et verbales, de la dépression, de l'automutilation, et même du suicide. Trente pour cent des suicides d'adolescentes et d'adolescents sont commis chaque année par des jeunes de la communauté 2SLGBTQ+. Le suicide est la principale cause de décès chez les jeunes 2SLGBTQ+. Ces jeunes sont de deux à six fois plus susceptibles de faire une tentative de suicide que les hétérosexuels. Cette statistique est d'autant plus inquiétante, parce que les jeunes de 15 à 24 ans représentent 29,7 % des personnes 2SLGBTQ+ au Canada, tandis que les aînés (55 ans et plus) n'en représentent que 16,5 % (Statistique Canada, 2022).

Ainsi, les jeunes sont contraints d'assumer le fardeau de la recherche de solutions. Les jeunes rappellent constamment au gouvernement les effets des politiques anti-2SLGBTQ+, mais se voient constamment opposer une fin de non-recevoir. Un avenir sécuritaire pour les jeunes 2SLGBTQ+ est imminent; ils ne seront plus mis en marge de la société.

Comment les jeunes font face aux enjeux liés aux droits des personnes 2SLGBTQ+

Les jeunes sont confrontés à une menace immédiate concernant leurs droits et leur autonomie en tant que personnes indépendantes. Nous voyons des groupes militants pour les « droits des parents » demander que des restrictions soient mises en place, afin de retirer à un jeune le droit de s'identifier comme il l'entend et comme il le ressent de manière authentique. Les jeunes du Programme jeunesse de défense et de promotion des droits d'UNICEF Canada se sont exprimés et ce n'est pas l'avenir qu'ils souhaitent pour eux-mêmes, pour leurs pairs ou pour les jeunes qui viendront après eux.

Actuellement, environ 10 % de la population canadienne s'identifie comme 2SLGBTQ+ et, selon certaines estimations, les jeunes 2SLGBTQ+ représentent entre 25 et 40 % des jeunes sans-abri. Cela signifie qu'un jeune sans-abri canadien sur trois est une personne 2SLGBTQ+ (SCHL, 2022). Cette situation ne peut être imputable qu'au rejet des personnes 2SLGBTQ+. Nous verrons ce chiffre grimper en flèche à mesure que ces politiques seront mises en œuvre et qu'elles exposeront de force les élèves qui n'ont peut-être pas d'espace sécuritaire chez eux.

Au lieu de partir du principe que chaque jeune a des parents ou des tuteurs qui veulent ce qu'il y a de mieux pour lui, nous devons reconnaître la réalité que de nombreux jeunes n'ont pas de tuteurs sûrs, et qu'ils ne peuvent pas sortir du placard sans craindre de perdre leur foyer, leur famille, leur communauté et même leur sécurité physique.

Nous demandons plutôt aux personnes qui militent pour la « sécurité » de nos enfants de se rendre compte que le seul danger que courent les enfants en changeant de pronoms et de nom est le danger que peuvent représenter le sectarisme et la haine. Bon nombre des « faits » diffusés par les partisans de ces changements de politique ne sont pas fondés sur des faits ou des recherches scientifiques, comme le « canular des litières pour chats » qui a été diffusé par des groupes anti-trans, selon lequel les écoles installaient des litières pour les enfants qui « s'identifiaient en tant que chats ». La réalité derrière la mise en place de bacs à litière était en fait bien différente, puisque ceux-ci étaient utilisés dans une école spécifique d'un pays comme « boîtes de secours » à utiliser lors d'un confinement en cas de fusillade à l'école (NBC, 2022). C'est le seul exemple de bacs à litière présents dans les écoles.



LES DROITS DES PERSONNES 2SLGBTQ+

RECOMMANDATIONS

AUX JEUNES

Les jeunes 2SLGBTQ+ ouvrent la voie à une société plus accueillante. Parallèlement, de nombreuses politiques fédérales et provinciales sont utilisées pour nuire aux communautés 2SLGBTQ+. Les jeunes ont une occasion unique d'utiliser Internet à leur avantage. Avec un accès facile à l'information, les jeunes peuvent trouver des moyens d'utiliser Internet pour remédier aux problèmes que vivent les personnes 2SLGBTQ+ : en travaillant sur les contenus partagés, en signalant les contenus anti-2SLGBTQ+ et en utilisant Internet pour en apprendre davantage sur la communauté 2SLGBTQ+.

- Veillez à vous responsabiliser et à responsabiliser les autres, et évitez de faire des commentaires désobligeants ou négatifs sur la communauté 2SLGBTQ+, que cela affecte ou non les personnes qui vous entourent. Mieux encore, prenez position en faisant des commentaires positifs sur les personnes 2SLGBTQ+.
- Renseignez-vous sur le processus de sortie du placard : il s'agit d'une tâche très intimidante et d'une décision personnelle prise par une personne 2SLGBTQ+. Si quelqu'un vous révèle sa « sortie du placard », accueillez cette personne et faites en sorte qu'elle se sente réconfortée. Il lui a fallu beaucoup d'énergie pour y arriver.
- Aidez les jeunes 2SLGBTQ+ à trouver des espaces affirmant leur appartenance à la communauté 2SLGBTQ+. Ces espaces sécuritaires offrent un sentiment de communauté et permettent aux jeunes de voir que les personnes 2SLGBTQ+ peuvent être heureuses, réussir leurs carrières et construire leur propre avenir.
- Utilisez les noms et pronoms corrects. Nous ne pouvons pas présumer du nom et des pronoms d'une personne. Il est préférable de toujours vous présenter avec vos propres pronoms lorsque vous rencontrez une nouvelle personne, ce qui lui donne en retour l'occasion de communiquer les siens en toute confiance. Voici quelques exemples de pronoms couramment utilisés :
 - Il, lui, eux, mon/ton/son, mien
 - Elle, elle, elles, ma/ta/sa, mienne
 - Ille/ul/ol/im/em/iem, ille/ul/im, eus, man/tan/san, miem
 - Iel (yel), ellui/iel, euxes/elleux, maon/taon/saon, miæn (mien-ne)
- Sensibilisez les gens et devenez un allié de la communauté des personnes 2SLGBTQ+. Il se peut que vous ne sachiez pas tout, et ce n'est pas grave. De nombreux ouvrages et sites Web peuvent vous aider à comprendre l'histoire des personnes 2SLGBTQ+.

« Pour être un bon allié, il faut notamment continuer à s'éduquer. »

– The Trevor Project

AUX ADULTES PARTENAIRES

Les adultes partenaires sont en mesure d'assumer davantage de responsabilités en s'élevant contre l'injustice, en responsabilisant les autres et en défendant les droits des personnes 2SLGBTQ+. Bien que les problèmes auxquels sont confrontées les personnes 2SLGBTQ+ soient de plus en plus nombreux, de nombreux adultes partenaires peuvent concentrer leurs efforts sur la résolution de ces problèmes. Nombre de ces adultes partenaires ont accompli un travail remarquable pour aider les personnes 2SLGBTQ+ à être mieux acceptées par la société au cours des dernières décennies.

- Écoutez ce que disent vos amis 2SLGBTQ+ et posez des questions si vous ne comprenez pas. Les personnes 2SLGBTQ+ ne sont pas obligées de vous expliquer comment elles s'identifient ou la nature de leurs expériences en tant que membres de la communauté 2SLGBTQ+. Mais il se peut qu'elles le fassent parce qu'elles vous font confiance. Faites preuve d'ouverture en les écoutant et en tirant des enseignements de ce qu'ils vous disent, et ne soyez pas sur la défensive si votre ami ou votre famille vous dit quelque chose qui vous rend mal à l'aise.
- Éduquez vos enfants, votre famille, vos amis et d'autres personnes sur l'histoire, la culture et les difficultés des personnes 2SLGBTQ+. Tenez ces conversations difficiles sur le harcèlement auquel les personnes 2SLGBTQ+ sont confrontées dans la vie quotidienne; discutez de l'inégalité d'accès aux ressources et aux possibilités.
- Encouragez le soutien tel que l'acceptation familiale et les espaces sûrs et positifs, tant à l'école qu'à la maison. Il est important de miser sur les forces, la résilience et les facteurs qui permettent aux jeunes 2SLGBTQ+ de rester en sécurité. Montrez aux jeunes qu'ils ont un foyer; ils peuvent avoir l'impression que les choses ne changeront jamais, que le monde ne voudra pas d'eux, mais montrez-leur que le monde n'est pas si dur et qu'on a besoin d'eux ici.
- Montrez aux jeunes qu'ils peuvent être eux-mêmes en votre présence; de nombreux jeunes 2SLGBTQ+ étouffent leur expression personnelle. Dites-leur qu'il n'y a pas qu'une seule façon d'être un garçon ou une fille ou non-binaire.
- Restez renseigné et surveillez les événements concernant les personnes 2SLGBTQ+ qui se déroulent dans votre région. Le chemin vers l'acceptation est long et difficile. Proposez à vos amis et à vos proches 2SLGBTQ+ de marcher avec eux à l'extérieur, de vous asseoir à côté d'eux dans les transports en commun et de vous tenir à leurs côtés dans d'autres espaces pour démontrer qu'ils ont un allié pouvant leur assurer une présence physique dans des endroits peu sécuritaires.

LES DROITS DES PERSONNES 2SLGBTQ+

RECOMMANDATIONS

AUX DÉCIDEURS

La défense des droits des personnes 2SLGBTQ+ a progressé au cours du siècle dernier. Toutefois, les groupes politiques anti-LGBT émergents constituent une menace importante en diffusant de la désinformation et de la propagande. Les décideurs ont donc la possibilité d'arrêter ou d'inverser les actes préjudiciables causés par ces groupes anti-LGBT, au moyen de mesures administratives qui privilégient la protection de la vie des personnes et des jeunes 2SLGBTQ+.

- Créez un plan pour lutter contre la haine anti-LGBT : les décideurs doivent lutter en priorité contre les meurtres et les violences à l'encontre des personnes 2SLGBTQ+.
- Recueillez des données : sans les données appropriées, il est impossible de créer des politiques efficaces qui ciblent les besoins des personnes 2SLGBTQ+ et y répondent. Nos décideurs devront s'adresser aux groupes de défense des droits ainsi qu'aux universités pour déterminer quels instituts recueillent actuellement des données dans tout le pays, qui serviront à leur tour à créer un tableau complet des difficultés rencontrées par les personnes LGBTQ. Ces tableaux devront être accessibles sur les sites Web des gouvernements et dans les médias sociaux.
- Assurez une plus grande promotion de la sensibilisation et de l'histoire des personnes 2SLGBTQ+ dans le système d'éducation. Augmentez l'accès des élèves pour qu'ils puissent bénéficier d'un enseignement positif sur l'histoire, la culture et les personnes de la communauté LGBTQ. Incluez les leaders qui ont milité pour l'égalité, comme Alan Turing, Oscar Wilde, Niel Richards, Doug Wilson et bien d'autres.
- Combattez vos propres préjugés internes : nous en avons tous à un certain niveau et chacun doit s'engager chaque jour dans une démarche active pour faire face à ces préjugés et examiner le rôle que ceux-ci peuvent jouer notamment dans nos vies, nos opinions, et notre travail.
- Écoutez les personnes 2SLGBTQ+ et faites des recherches sur les opinions provenant de foyers de sectarisme et de haine. Certaines actions, comme le fait d'interdire aux jeunes de choisir leurs propres nom et pronoms, portent atteinte à un droit de la personne et laissent présumer que les enfants sont la propriété de leurs parents et qu'ils doivent se conformer à eux dans leur propre identité. Les parents n'ont rien à dire sur l'identité de leur enfant. Les enfants sont des êtres humains tout à fait uniques et non des prolongements de leurs parents. Il faut les écouter. L'utilisation du nom et des pronoms corrects constitue une mesure de prévention du suicide.



8 SUR 10

Proportion des membres de la communauté U-Report qui sont d'accord pour dire que le fait d'inviter tout le monde à partager ses pronoms rend l'espace plus inclusif pour les jeunes 2SLGBTQ+.

(Juin 2023)

L'ÉDUCATION



©UNICEF/UN056284/ALOBIDY

L'état actuel de l'éducation

Au Canada, les jeunes ont le droit à l'éducation, le droit d'apprendre et le droit de devenir ce qu'ils souhaitent. Les enfants du monde entier sont égaux, mais ils ne profitent pas tous des mêmes droits. Beaucoup n'ont pas accès à l'éducation et c'est pourquoi il faut s'attaquer à ce problème. Comme membres de la population canadienne, nous avons beaucoup de chance d'avoir accès à l'éducation. Le système n'est peut-être pas parfait, mais nous disposons quand même des ressources nécessaires pour devenir ce à quoi nous aspirons. Si l'on regarde ce qui se passe à l'étranger, on constate qu'il y a des enfants qui doivent marcher des kilomètres pour se rendre à l'école, tandis que chez nous, les écoles sont plus faciles d'accès en raison de leur proximité.

En 2018, l'UNESCO a déclaré qu'il y avait environ 258 millions d'enfants et de jeunes non scolarisés. Toutefois, le 1^{er} septembre 2022, l'UNESCO a indiqué qu'il y avait encore 224 millions d'enfants qui n'allaient pas à l'école. Or, ces 224 millions d'enfants pourraient effectuer un grand changement dans le monde s'ils bénéficiaient de droits égaux à l'éducation. Parmi les régions comptant le plus grand nombre d'enfants et de jeunes ne fréquentant pas l'école figure l'Afrique subsaharienne, avec un total de

98 millions d'enfants. L'Asie centrale et méridionale arrive en deuxième place, avec 85 millions d'enfants.

Si ces enfants et ces jeunes allaient à l'école, cela permettrait de prévenir le travail et la traite d'enfants. Cela empêcherait les enfants d'être impliqués dans des activités illégales. En date d'aujourd'hui, le Fonds Malala a publié un rapport indiquant que près de 120 millions de filles ne sont pas scolarisées. Il s'agit aussi d'un problème d'inégalité entre les genres. Un autre enjeu de la société d'aujourd'hui, soulevé par l'organisation Teach For All, est la pénurie d'enseignants. En raison de cette situation, les classes sont surchargées et comptent plus de 50 élèves chacune, ce qui complique l'apprentissage, la concentration et l'aide individuelle des enfants.

L'éducation est au cœur de la vie des enfants. Elle améliore leur qualité de vie et modifie leurs moyens de subsistance pour le mieux. C'est pourquoi nous devons agir si nous voulons que le monde évolue.

Comment les jeunes font face aux enjeux liés à l'éducation

Les jeunes Canadiennes et Canadiens ont beaucoup de chance de disposer d'un système d'éducation aussi solide. Même si ce système n'est pas parfait, tous les enfants ont la possibilité d'acquérir de nombreuses compétences et connaissances utiles qui les aideront dans la vie; ce qui est beaucoup plus que chez les jeunes dans d'autres pays. Le Canada est reconnu pour la qualité de son éducation à tous les niveaux (EduCanada, 2023), et nous croyons que nous devrions en faire davantage pour aider d'autres pays à mettre en place un système d'éducation plus solide pour leurs enfants.

En travaillant ensemble, les pays peuvent faire en sorte que les prochaines générations soient en mesure de faire face aux problèmes mondiaux. Certains enfants ne peuvent pas aller à l'école, notamment en raison de leur genre, du fait qu'ils vivent dans un pays à faible revenu, que leur pays soit en guerre ou impliqué dans un conflit, ou parce qu'ils vivent avec un handicap, parce qu'ils sont touchés par des catastrophes naturelles ou par les changements climatiques ou tout simplement parce qu'ils n'ont pas accès à une école ou à des enseignants (Reliefweb, 2020).

Même après le début de la troisième année de la pandémie, en mars 2022, 405 millions d'écoliers dans 23 pays étaient encore touchés par des fermetures d'écoles complètes ou partielles. Par ailleurs, beaucoup d'entre eux n'y sont pas retournés après la pandémie, surtout les jeunes filles. En ne retournant pas à l'école, ces enfants sont davantage exposés à des pratiques répréhensibles comme le travail des enfants, la traite des enfants et le mariage des enfants. Si les enfants ne sont pas scolarisés, ils ne seront pas en mesure d'acquérir les connaissances et les compétences dont ils auront besoin pour progresser, ce qui pourrait engendrer un risque de pauvreté intergénérationnelle (UNICEF, 2022).

L'éducation est la clé de notre avenir; chaque enfant doit avoir accès à une éducation de qualité pour apprendre et devenir ce à quoi il aspire.

« Je pense que l'école devrait davantage enseigner aux élèves comment devenir des adultes accomplis, et pas seulement des travailleurs accomplis. »

– Membre de la communauté U-Report, juillet 2023



L'ÉDUCATION RECOMMANDATIONS

AUX JEUNES

À l'école, dans la communauté, à l'étranger ou en ligne, les jeunes ont la possibilité de se mobiliser en faveur de l'éducation des enfants à l'échelle mondiale. Cela peut se faire de différentes façons, qu'il s'agisse de cinq minutes de leur temps ou de plusieurs heures par semaine. Il est essentiel que chaque jeune participe, puisque chaque petit changement aura toujours un effet cumulatif significatif.

- **Faire du bénévolat** : Cela peut se faire en personne ou en ligne. Il existe un certain nombre de réseaux et d'organisations qui offrent des possibilités d'initiatives pour aider les enfants. Le tutorat en ligne, les programmes de défense des droits, une bibliothèque locale, une implication personnelle dans des ONG éducatives et bien d'autres options en sont quelques exemples.
- **Promouvoir la sensibilisation dans les médias sociaux** : Les jeunes sont souvent les plus actifs en ligne. L'utilisation de plateformes populaires comme Twitter/X, Instagram, TikTok, YouTube et Facebook, pour partager des articles, des histoires, des données et des ressources, peut permettre d'informer un public plus large sur les défis de l'éducation dans les pays en développement.
- **Organiser un club** : Rassembler des amis et des camarades de classe à l'école pour se joindre à un club ayant pour objectif la prévention des inégalités en matière d'éducation permettra non seulement aux jeunes d'élargir leur réseau, mais leur donnera aussi un sentiment de leadership afin d'acquérir les compétences nécessaires en matière de défense des droits.
- **Lancer une collecte de fonds ou effectuer un don** : Les magasins locaux peuvent solliciter des dons pour venir en aide aux enfants qui n'ont pas les moyens de s'acheter des fournitures scolaires. Par ailleurs, les jeunes pourraient recueillir des dons en s'engageant dans la communauté en effectuant des ventes de pâtisseries, en vendant de vieux objets ou en démarrant un concours de collecte de fonds à l'école.
- **Encourager les initiatives dirigées par les jeunes** : Participer à des ateliers, à des séminaires et à des événements pour renforcer leur message. La collaboration avec des personnes partageant les mêmes idées peut favoriser l'obtention des compétences nécessaires à la réduction des problèmes d'éducation, à l'élaboration de plans d'action et à la diffusion efficace d'un message auprès d'un groupe prêt à manifester son appui.

AUX ADULTES PARTENAIRES

Ces efforts visent à attirer l'attention sur les inégalités d'accès à l'éducation dans le monde et à encourager le financement de ces organisations. Ces dernières font la promotion de l'égalité des genres dans l'éducation et insistent sur les graves répercussions de la privation d'éducation chez les enfants,

comme le travail des enfants et la traite des enfants. Un appel est aussi lancé en faveur d'un financement accru afin de remédier à la pénurie d'enseignants.

La défense des droits :

- Planifier des événements et des campagnes de collecte de fonds pour contribuer à accroître l'accès à l'éducation pour les enfants défavorisés dans le monde entier.
- Élaborer une campagne de sensibilisation qui incite les décideurs à fournir davantage de fonds et de ressources pour l'éducation à l'échelle planétaire.

La sensibilisation :

- Créer et partager de l'information sur l'éducation pour sensibiliser la population aux inégalités mondiales en la matière lors d'événements publics, dans les médias sociaux et dans le cadre d'ateliers.
- Travailler de concert avec des experts et des influenceurs pour donner à la cause plus de crédibilité et de visibilité et pour faire en sorte que le besoin urgent d'égalité en matière d'éducation soit largement reconnu.

L'égalité des genres :

- Réclamer des lois qui soutiennent l'égalité des genres dans les salles de classe, en veillant à ce que chacun ait un accès égal aux possibilités d'éducation.

Le recrutement et la formation d'enseignants :

- Encourager l'élaboration de stratégies pour résoudre le problème de pénurie d'enseignants dans les régions où les salles de classe sont surchargées.
- Travailler avec des partenaires étrangers pour former et aider les enseignants dans les régions mal desservies, tout en rehaussant la qualité de l'éducation dans le processus.

Les partenariats et les investissements :

- Soutenir les partenariats et la coopération entre les organisations nationales et internationales afin d'échanger des ressources, des connaissances et des pratiques exemplaires pour élargir l'accès à l'éducation.
- Défendre le concept selon lequel le financement de l'éducation est essentiel à la réalisation de progrès sociaux et économiques.



57 %

des membres de la communauté U-Report ne sont pas d'avis que tous les élèves ont les mêmes chances de réussir à leur école.

(Juillet 2023)

L'ÉDUCATION

RECOMMANDATIONS

AUX DÉCIDEURS

Les décideurs ont la capacité la plus directe de provoquer des changements dans la sphère de l'éducation et de promouvoir un accès égal à l'éducation pour tous. Pour ce faire, ils peuvent :

- Augmenter la qualité des structures éducatives existantes afin de promouvoir une volonté de s'instruire chez ceux et celles qui peuvent y accéder :
 - En favorisant une attitude positive envers l'éducation chez les élèves actuels, cela les incitera à prendre part à des activités de mobilisation visant à accroître l'accès à l'éducation dans le monde entier.
 - En investissant dans un bassin solide d'enseignants et en le constituant par le truchement de recrutement ciblé, de préparation et de programmes de rétention.
 - L'un des problèmes auxquels font face de nombreux élèves du monde entier dans le système d'éducation moderne est le manque d'enseignants motivés capables de répondre à leurs besoins et de leur offrir une éducation de haute qualité. Cette initiative contribue à résoudre ce problème en faisant appel à des éducateurs compétents et motivés.
 - En répondant aux besoins physiques et mentaux des éducateurs pour faire en sorte qu'ils restent motivés et continuent à dispenser un enseignement de haute qualité.
 - En procurant un soutien vigoureux aux élèves et en travaillant à la constitution de compétences que ceux-ci considèrent comme ayant un impact positif dans le monde réel.
- Pousser les décideurs politiques, mais aussi collaborer avec eux, dans les endroits où l'éducation est moins accessible, afin d'augmenter l'accès à celle-ci.
 - Les décideurs peuvent exercer une influence sur les personnes vivant dans des régions où l'éducation est moins accessible, afin d'en augmenter l'accessibilité.
 - Les pressions extérieures créent souvent une demande accrue pour qu'un enjeu soit examiné.
 - Il faut aussi comprendre les besoins des décideurs dans ces régions, et leur venir en aide s'il existe un facteur externe qui empêche l'augmentation de l'accessibilité.
- Soutenir et écouter les défenseurs et les groupes de défense ainsi que leurs demandes.
 - Les personnes qui s'impliquent dans la défense des droits expriment souvent les préoccupations du public d'une manière plus directe que le public ne le fait souvent lui-même; le fait d'écouter leurs demandes peut fournir un point de vue plus clair sur le problème sur le terrain ainsi que sur des solutions possibles.
 - N'hésitez pas à prendre du recul si vous estimez qu'il manque certains éléments d'information; l'objectif est que

les décideurs et les groupes de défense des droits aient des discussions significatives menant les deux groupes vers des solutions; c'est ce que le fait de prendre du recul permet d'accomplir.

- Fournir un soutien aux personnes qui n'ont pas terminé leurs études pour qu'elles le fassent.
 - Souvent, les inégalités en matière d'éducation sont une conséquence du fait que de nombreuses générations précédentes n'ont pas achevé leurs études et/ou n'ont pas insisté sur l'importance de l'éducation auprès de la génération suivante.
 - Encourager ces générations à terminer leurs études peut avoir une incidence profonde sur leurs enfants et les générations futures, afin de mettre davantage l'accent sur l'éducation et de réduire ainsi les inégalités et l'inaccessibilité en la matière.



LA SANTÉ MENTALE



L'état actuel de la santé mentale

Au Canada, la pression est telle sur le système des soins de santé mentale que les gens peuvent difficilement recevoir l'aide dont ils ont besoin. Bien que la stigmatisation des problèmes de santé mentale se soit estompée ces dernières années et qu'on en parle plus ouvertement, il n'y a pas eu de changements notables dans les politiques. L'une des principales préoccupations concerne les inégalités d'accès aux services dans les provinces et les territoires, entraînant des disparités avec les régions rurales et éloignées où souvent les ressources professionnelles en santé mentale se font rares.

Il est nécessaire d'investir davantage dans les ressources en santé mentale. Le financement insuffisant a entraîné une pénurie de professionnels en santé mentale et des difficultés d'accès aux services spécialisés, de sorte que la plupart des gens doivent attendre des semaines, ou même des mois pour seulement recevoir un traitement de base. Une augmentation substantielle de fonds permettrait de réduire les délais d'attente et de prodiguer les soins appropriés en temps opportun. Cet investissement devrait également couvrir l'éducation sur la santé mentale et des programmes

de sensibilisation pour promouvoir l'intervention précoce et la prévention.

Le système est davantage axé sur la gestion de crise, plutôt que sur une approche de prévention réduisant les situations de crise. En outre, le système accuse un manque de coordination entre les services de santé mentale et les autres secteurs de la santé, de sorte que les informations que l'on obtient des différents services ne concordent pas. Le gouvernement n'a pas investi dans un transfert permanent dédié à la santé mentale, ne comblant pas le fossé qui existe actuellement entre la santé mentale et la santé physique.

Dans un pays comme le nôtre qui valorise l'universalité des soins pour tous, il est inacceptable que des personnes souffrant de troubles mentaux doivent déboursier pour recevoir les services dont elles ont besoin et que ces services ne soient pas considérés comme une priorité. La résolution de ces enjeux est essentielle pour assurer des services de santé mentale de qualité et une plus grande couverture du système de santé canadien.

Les défis de santé mentale qui guettent les jeunes d'aujourd'hui

Les jeunes Canadiens ont la chance d'avoir accès à diverses ressources de soutien dans leur vie. La famille, les amis, les établissements scolaires et les organismes communautaires sont autant de réseaux qui les aident à relever les défis liés à leur développement. Malgré ce soutien inestimable, il devient de plus en plus évident que, à certains égards importants, ce n'est tout simplement pas suffisant.

Beaucoup de jeunes gens au pays peinent à obtenir des services en santé mentale parce qu'ils n'ont pas accès à des services abordables ou qu'ils ne peuvent trouver un professionnel pour les aider en raison de la pénurie de ressources. Ils se retrouvent à la nième place d'une longue liste d'attente et doivent composer avec des honoraires élevés pour être traités. Cela peut représenter un lourd fardeau alors que ces jeunes sont déjà fragilisés par des problèmes de santé mentale.

Déjà les sources de stress ne manquent pas dans la vie des jeunes, telles que la pression de l'école, les changements hormonaux, les attentes sociales et les nombreux défis liés à la croissance. En l'absence de ressources à leur portée et d'un accès facile au soutien en santé mentale, beaucoup d'entre eux ont de la difficulté à gérer ce stress. Qui plus est, les jeunes d'aujourd'hui doivent aussi composer avec les problématiques liées aux réseaux sociaux, comme l'image qu'ils projettent et la constante comparaison avec d'autres.

Nous croyons qu'il est important d'aborder ces sujets et de s'assurer que les jeunes soient mieux accompagnés en santé mentale. Notre génération fait face à des défis uniques, et nous avons besoin d'un soutien adéquat pour les surmonter. En parlant de ces défis, nous pouvons aider les jeunes à obtenir l'aide dont ils ont besoin et à atteindre le bien-être psychologique.

Nous devons passer à l'action. En réclamant une amélioration des ressources en santé mentale, adaptées aux besoins spécifiques des jeunes, nous pouvons renverser la tendance. Nous pouvons faire en sorte que davantage de jeunes aient accès à l'aide nécessaire, surmontent leurs difficultés et ultimement jouissent d'une meilleure santé mentale.

« Les jeunes devraient recevoir un enseignement sur des sujets tels que la santé mentale, les problèmes de santé mentale et l'autogestion de la santé afin d'être outillés pour faire face aux difficultés qu'ils rencontreront durant leur enfance et à l'âge adulte. C'est tout aussi important que l'apprentissage de l'aspect physique de la santé. »

– Membre de la communauté U-Report, avril 2023



LA SANTÉ MENTALE RECOMMANDATIONS

AUX JEUNES

En tant que jeunes, nous avons la capacité de déplorer le manque de ressources en santé mentale. Nous pouvons agir pour réellement changer les choses afin d'améliorer le soutien en santé mentale pour nous-mêmes, nos amis, nos pairs et tous ceux qui nous entourent.

- **Réseaux de soutien par les pairs** : Les jeunes peuvent créer des réseaux de soutien par les pairs où ils peuvent discuter ouvertement des enjeux de santé mentale et se soutenir les uns les autres sur le plan émotionnel. Ils peuvent même expliquer comment le manque de ressources les a affectés personnellement ou a affecté une personne qu'ils connaissent.
- **Sensibilisation** : Les jeunes sont particulièrement bien placés pour éveiller les consciences aux enjeux de santé mentale. Ils peuvent créer et partager des campagnes de sensibilisation, et y prendre part, dans les médias sociaux et dans leurs communautés. Ceci non seulement éduque les autres sur les fondements de la santé mentale, mais contribue aussi à déstigmatiser le sujet et incite à en parler ouvertement, tout en faisant valoir la nécessité d'accroître les ressources au bénéfice de chacun.
- **Promotion de l'éducation** : Puisque la santé mentale fait partie intégrante de notre santé générale, recevoir de l'éducation sur le sujet peut aider les élèves à comprendre les fondements de la santé mentale, telles les façons de maintenir une bonne santé mentale, et les informer des ressources existantes afin que tous puissent obtenir l'aide dont ils ont besoin. Les jeunes peuvent réclamer l'éducation à la santé mentale pour que tous les élèves aient accès aux connaissances de base et aux ressources.
- **Partage des informations et des expériences relativement à l'utilisation des ressources existantes** : Les jeunes qui ont eu recours à des ressources peuvent parler aux autres de la disponibilité de celles-ci et de leur propre expérience. Ils pourraient parler de la façon dont ces ressources les ont aidés ou ont aidé d'autres à surmonter leurs défis en matière de santé mentale. En partageant l'information et leurs histoires personnelles, les jeunes peuvent diriger leurs pairs vers de précieuses ressources qui peuvent changer le cours de leur vie.
- **Engagement dans la communauté et soutien aux initiatives dirigées par les jeunes** : Les jeunes peuvent jouer un rôle actif dans leur communauté en s'impliquant dans des organisations ou des initiatives locales qui visent à améliorer les ressources et les services en santé mentale. Le fait de participer aux ateliers, aux séminaires et aux événements organisés par ces groupes contribue à renforcer leur message.

AUX ADULTES PARTENAIRES

En tant que partenaires des jeunes dans la lutte contre les difficultés d'accès aux ressources en santé mentale, les adultes jouent un rôle crucial comme catalyseurs de changement. Leur soutien indéfectible assure non seulement que la voix des jeunes soit entendue, mais aussi que des améliorations significatives se produisent en matière de ressources en santé mentale.

- **Programmes de mentorat** : Établir des programmes de mentorat pour les jeunes afin de les aider à joindre des professionnels de la santé mentale ou des personnes ayant de l'expérience dans le domaine. Ces personnes peuvent fournir des conseils, du soutien et du mentorat pour surmonter les défis en santé mentale.
 - Le fait d'être accompagnés tout au long du processus et d'être guidés et soutenus tandis qu'ils font face à des problématiques de santé mentale procure aux jeunes une aide précieuse. C'est une façon de leur assurer un système de services et de soutien dans un contexte de pénurie d'autres ressources en santé mentale.
- **Collaborer avec les jeunes** : Travailler de concert avec les jeunes en partageant leurs opinions sur la création et la promotion de politiques et de programmes en santé mentale et sur l'utilisation des ressources. Respecter et solliciter leur contribution, et les faire participer activement à la recherche de solutions.
 - Lorsque les adultes partenaires travaillent avec les jeunes pour concevoir des programmes et politiques en santé mentale, en respectant leur apport et en les impliquant dans la recherche de solutions, cela crée un environnement favorable qui peut donner des résultats innovants et efficaces pour le bien-être psychologique des jeunes, et leur permet de se sentir encouragés et davantage positifs. Cela donne l'occasion aux jeunes de contribuer aux efforts visant à obtenir davantage et de meilleures ressources.
- **Fournir des espaces sécuritaires** : Mettre à la disposition des jeunes des espaces sécuritaires à la maison, à l'école et dans la communauté, où ils se sentent libres de parler de leur santé mentale. Cela signifie un endroit où ils peuvent avoir des conversations ouvertes et dénuées de jugements, où ils peuvent dire comment ils se sentent et exprimer leurs préoccupations sans s'exposer à la critique.
 - Il s'agit de leur faire comprendre qu'ils peuvent parler de leur santé mentale comme ils parleraient de tout autre problème de santé physique, sans préjugés. Cela permet aux jeunes de disposer d'un lieu sécuritaire dans un contexte de pénurie d'autres services et ressources.

LA SANTÉ MENTALE

RECOMMANDATIONS

- **Encourager les initiatives dirigées par les jeunes** : Encourager vivement et accompagner les initiatives des jeunes vouées à faire avancer la cause de la santé mentale et le développement des ressources. Soutenir le leadership des jeunes en participant activement à leurs projets et en les faisant bénéficier de l'expertise quand ils en ont besoin.
 - Le fait d'encourager les initiatives dirigées par les jeunes est une façon pour les adultes partenaires d'aborder les enjeux entourant le manque de ressources en santé mentale. Cela peut donner d'étonnants résultats, et même démontrer que la convergence des efforts des adultes et des jeunes vers un même objectif peut générer une perspective plus exhaustive et plus efficace pour améliorer les ressources en santé mentale et le soutien auprès des jeunes.
- **Promouvoir l'éducation et la conscientisation sur les questions de santé mentale** : Susciter l'intérêt pour les questions de santé mentale. Aider les jeunes à mieux comprendre les concepts clés de la santé mentale. Les adultes partenaires devraient également se donner l'objectif d'éduquer leur propre génération afin de neutraliser les préjugés associés aux problèmes de santé mentale et de normaliser la discussion sur le sujet. Concentrer des efforts pour que la conscientisation des enjeux de santé mentale soit acquise et acceptée comme faisant partie de la vie de tous les jours.
 - La promotion de la conscientisation sur les questions de santé mentale se veut une stratégie efficace pour les adultes partenaires en quête de solutions pour pallier le manque de ressources en santé mentale. Cela montre clairement que la collaboration intergénérationnelle permet de normaliser la conversation sur la santé mentale et favorise par ricochet l'obtention de meilleures ressources et d'un plus grand soutien auprès des jeunes.

AUX DÉCIDEURS

La santé mentale ne peut plus être reléguée au second plan. Cela est d'autant plus vrai depuis l'avènement de la COVID-19 qui a entraîné une hausse de la prévalence des troubles mentaux. Les décideurs doivent concentrer leurs énergies pour élaborer un plan exhaustif qui répond aux besoins grandissants de ceux qui ont besoin de soutien en santé mentale :

- Consacrer une plus grande portion du budget de la santé aux services en santé mentale, afin que ces services soient plus abordables et éventuellement gratuits.
- Offrir davantage de services en ligne/téléphoniques/en personne aux régions éloignées au Canada.
- Offrir des services cliniques en santé mentale plus mobiles/plus fréquents aux communautés mal desservies.

- Élaborer des programmes communautaires de prévention ciblant les groupes et populations à risque.
- Investir dans la recherche en santé mentale pour mieux comprendre le paysage changeant de la santé mentale et trouver des solutions novatrices.
- Collaborer avec le secteur de l'éducation pour intégrer l'éducation à la santé mentale dans le curriculum, à partir d'un bas âge, afin que les générations qui suivent soient mieux outillées et plus informées.
- Se mettre en contact avec des organismes et des individus militant pour la santé mentale afin de recueillir les points de vue et la rétroaction de ceux qui sont directement affectés par le manque de ressources.



LES SOINS DE SANTÉ



L'état actuel des soins de santé

L'accès équitable aux soins de santé est crucial à l'ensemble de la population canadienne pour qu'elle puisse profiter d'une vie épanouie. Malgré le système de santé canadien financé par les fonds publics, de grandes disparités demeurent dans l'accès aux soins de santé et ses conséquences. En 2022, près de 30 % de la population canadienne rapportaient des difficultés chroniques d'accès aux soins de santé, dont 80 % décrivaient la qualité de leurs soins de santé comme étant médiocre ou très médiocre (Institut Angus Reid, 2022). Ces statistiques soulignent l'urgence d'apporter des changements systémiques afin de favoriser un meilleur avenir en soins de santé.

Actuellement, les soins de santé couverts au Canada ne sont pas entièrement universels. Un quart, soit 25 %, des foyers canadiens ne sont pas en mesure d'assumer les coûts des médicaments d'ordonnance (Martin et coll., 2018). Les services en soins de santé mentale, les soins à domicile, les soins dentaires et oculaires et la réadaptation exigent souvent des déboursés ou une assurance privée (Martin et coll., 2018). Avec le coût de la vie qui ne cesse d'augmenter, les dépenses en soins de santé détournent les budgets alloués à la stabilité de logement et aux aliments nutritifs. Certains services, comme les diagnostics ou les avortements, sont maintenant pris en charge par le régime public d'assurance-maladie (Santé Canada, 2023), mais d'autres progrès dans ce domaine restent essentiels.

Même pour les services couverts par le système public, des délais d'une longueur inacceptable et les pénuries de professionnels de la santé constituent un obstacle considérable à l'accès aux soins de santé. En 2022, l'attente moyenne pour un traitement médical

était d'une durée de 27,4 semaines (Institut Fraser, 2022). De plus, près d'un million de patients ont dû quitter la salle d'urgence sans avoir été traités (Favaro, 2023). En raison de contraintes politiques d'octroi des permis, le parcours des prestataires de services médicaux canadiens qui souhaiteraient pratiquer dans d'autres provinces est semé d'embûches, et les professionnels de la santé formés à l'international se retrouvent avec peu de possibilités d'exercer au Canada (Pawar, 2023). Les régions rurales ou éloignées, qui accueillent seulement 8 % de tous les médecins au Canada, sont particulièrement touchées par ce manque de ressources et de personnel en soins de la santé (Wilson et coll., 2020). Ces enjeux ont eu de graves conséquences, notamment des effets néfastes sur la santé ou des décès tragiques. Il est évident que notre système de santé est en crise, et que les impacts sur la vie d'un grand nombre de Canadiennes et de Canadiens sont profonds.

Qui plus est, les problèmes d'accès équitable aux soins de santé touchent tout particulièrement et de façon disproportionnée les communautés marginalisées au Canada. Les soins dispensés aux personnes autochtones, noires et de couleur (PANDC) sont entravés par les barrières de la langue, de la culture, du racisme et les legs de colonialisme, d'esclavage et de ségrégation (Bryan et coll., 2022). De plus, les patient.e.s des communautés 2SLGBTQ+ font face à la stigmatisation et à la discrimination, avec bon nombre de prestataires de soins médicaux qui n'ont pas la compétence pour répondre aux besoins particuliers des personnes trans ou non binaires (Comeau et coll., 2023). Ainsi, la nécessité de réformes exhaustives et intersectionnelles dans la prestation des soins de santé est manifeste.

Comment les enjeux ayant trait aux soins de santé touchent-ils la vie des jeunes?

Les jeunes au Canada ont du mal à avoir accès à des soins de santé de grande qualité en raison des contraintes financières, des longues listes d'attente, de la stigmatisation et de la discrimination. Les impacts troublants de ces iniquités en soins de santé se manifestent dans les problèmes de santé mentale, de comportements sexuels et de consommation de substances chez les adolescents.

Quelque 1,2 million d'enfants et d'adolescents au Canada souffrent de problèmes de santé mentale, mais seulement 20 % reçoivent des traitements (Youth Mental Health Canada, 2019). Avec la moyenne des délais s'étirant de six mois à un an et des services de consultation non couverts par le régime public, les jeunes se sentent impuissants et isolés – et ces effets se sont intensifiés avec la pandémie de COVID-19. Nos jeunes se tournent de plus en plus souvent vers la consommation de substances, des rapports sexuels non protégés, et d'autres mécanismes d'adaptation risqués ou dangereux pour la santé. Parmi tous les groupes d'âge au Canada, les jeunes de 15 à 24 ans affichent le plus haut taux de consommation de substances et comptent pour près de 20 % des décès par surdose d'opioïdes évitables (Jeunesse sans drogue Canada, n.d.). Le nombre de jeunes au Canada qui se prêtent à des rapports sexuels à haut risque est alarmant – par exemple, le taux de syphilis chez les jeunes femmes a augmenté de 1768 % entre 2009 et 2018 (Tam, 2021). Tragiquement, les jeunes sont nombreux à choisir de mettre fin à leur vie, le taux de suicide chez les jeunes au Canada se hissant au troisième rang parmi les pays développés (Youth Mental Health Canada, 2019).

Les jeunes ne devraient jamais avoir à composer avec leurs problèmes seuls. Les adultes, les décideurs et le système de santé doivent mieux répondre aux besoins des jeunes et de leurs familles à même leur terrain. Les traitements et les infrastructures de santé doivent prendre en considération la particularité des voix, des besoins en santé et des contextes des enfants et des adolescents, tout particulièrement lorsqu'il s'agit de jeunes issus de communautés marginalisées, c'est-à-dire, PANDC, 2SLGBTQ+, vivant avec un handicap ou sans domicile fixe/dans la rue. Ces personnes ne peuvent plus être laissées pour compte.

Nous réclamons des investissements de plus grande envergure pour des soins de santé mentale accessibles, des programmes de réduction des préjudices et pour des initiatives de littératie sanitaire dans les écoles et les centres communautaires.

L'organisme The Summit : Marian and Jim Sinneave Centre for Youth Resilience à Calgary, en Alberta, est un exemple d'initiative réussie qui a généré des avancées dans ce domaine. Parmi ses nombreux programmes, The Summit procure des soins de santé mentale gratuits et sans rendez-vous aux jeunes et à leurs familles, surtout en matière de santé sexuelle et reproductive qui concerne les jeunes (Alberta Health Services, n.d.).

Chaque jeune mérite d'avoir une expérience positive des soins de santé, qui corresponde à ses besoins et qui lui renvoie la certitude d'être visible, écouté et respecté. Tandis que le monde évolue et façonne le futur des générations à venir, notre système de santé doit évoluer avec lui.



LES SOINS DE SANTÉ RECOMMANDATIONS

AUX JEUNES

Ce n'est pas parce que nous sommes jeunes que nous n'avons pas voix au chapitre du fonctionnement de notre système de santé. Dans une décennie, nous hériterons les conséquences des décisions prises aujourd'hui. La responsabilité nous incombe d'ouvrir la voie et de revendiquer un meilleur avenir en santé pour toute la population canadienne.

- Apprenez davantage sur les droits des patients et sur les enjeux d'accès équitable aux soins de santé au Canada ainsi que sur les facteurs sous-jacents.
- Sensibilisez nos réseaux et nos écoles à l'inclusivité et à l'iniquité d'accès aux soins de santé. Organisez des groupes de soutien formés par des pairs, des campagnes et des présentations pour propager les connaissances et l'empathie.
- Profitez des ressources et des opportunités pour induire le changement. Planifiez où, auprès de qui et comment vous pouvez faire entendre votre voix.
- Prenez conscience des choix favorisant la santé que vous pouvez faire pour vous protéger ainsi que vos pairs au quotidien. Normalisez et déstigmatisez le fait de chercher de l'aide d'emblée.
- Engagez-vous comme bénévole auprès d'organisations qui se consacrent à améliorer l'accès aux soins de santé aux communautés marginalisées.

AUX ADULTES PARTENAIRES

Les jeunes ont une voix puissante qui mérite le respect. Nous apportons des points de vue uniques et des solutions novatrices qui peuvent aider à façonner l'avenir des soins de santé au Canada. Avec le soutien de nos adultes partenaires, nous pouvons travailler main dans la main pour induire un changement signifiant.

- Écoutez et épauler les jeunes militants pour les droits aux soins de santé de toute la population canadienne.
- Aidez à amplifier les voix des jeunes dans des conversations avec d'autres adultes et personnes responsables des décisions. Faites-leur une place à table.
- Mettez les jeunes en contact avec l'information, les ressources et les plateformes pertinentes pour demeurer en santé et pour réussir dans leur démarche de sensibilisation.
- Sensibilisez vos propres réseaux et communautés aux iniquités d'accès aux soins de santé et faites la promotion de l'inclusivité.
- À nos alliés de la profession médicale : veillez à offrir des soins axés sur les patients, qui répondent à leurs besoins et qui sont à la portée de tous. Assurez-vous que le système d'enseignement médical reflète cet engagement.

AUX DÉCIDEURS

Les iniquités en soins de santé sont profondément enracinées, sous facteurs sociaux, politiques et économiques systémiques. Les personnes responsables des décisions ont le pouvoir de remédier à ces iniquités et de veiller à ce que toutes les Canadiennes et tous les Canadiens aient accès à des soins de santé de haute qualité, là et au moment où ils en ont le plus besoin.

- Encouragez les jeunes et les communautés marginalisées à se réapproprier leur pouvoir en prenant part aux prises de décisions en matière de services et de politiques de soins de santé.
- Élargissez l'accès aux services de santé essentiels qui ne sont pas couverts par le régime d'assurance-maladie.
- Investissez dans les technologies et les innovations en santé (p. ex. en télémédecine et en intelligence artificielle) qui permettraient d'harmoniser la prestation des soins.
- Allouez des ressources aux programmes de soins de santé préventifs, axés sur la promotion de la santé en amont et sur les déterminants sociaux.
- Renforcez les initiatives visant à former, à embaucher et à retenir les professionnels de la santé dans les communautés mal desservies. Élaborez un cadre pancanadien d'octroi de permis pour faciliter la mobilité des fournisseurs de soins de santé afin qu'ils puissent exercer partout où ils sont nécessaires.



« En plus de fournir des services et d'améliorer les services actuels, il faut donner aux jeunes une variété de moyens qui pourraient leur servir à s'y retrouver dans les deux systèmes de soins de santé (santé mentale, santé physique). »

– Membre de la communauté U-Report, avril 2023

LE TRAVAIL DES ENFANTS



L'état actuel du travail des enfants

Le travail des enfants a des répercussions sur les jeunes dans le monde entier. Dicté par l'appât capitaliste du gain, le recours de plus en plus répandu à de jeunes gens pour du travail dans des milieux et conditions rudes les met dans une situation qui leur échappe.

La volonté généralisée de globalisation exige au quotidien une rapidité de production pour satisfaire une population croissante, amenant à cultiver des méthodes contraires à l'éthique pour obtenir une main-d'œuvre bon marché. Afin de réduire les coûts de production d'entreprises transnationales et de tirer un maximum de revenus, bon nombre d'entre elles se tournent vers l'emploi de jeunes enfants, pouvant être âgés d'aussi peu que 5 ans (Vision mondiale, 2023), afin d'accroître les marges de profit. Des entreprises comme Nike, H&M, Shein et bien d'autres ont toutes été exposées au cours des dernières années pour avoir établi leur chaîne d'approvisionnement sur de jeunes gens. C'est cruel et dangereux, mais pas seulement. Ces conditions de travail préjudiciables privent les jeunes de leur innocence et entravent les moyens de subsistance.

Selon Vision mondiale (2023) et l'UNICEF (2023), les rapports indiquent que plus de cent soixante millions d'enfants

« ont œuvré, ou œuvrent encore, dans des conditions de travail insalubres, dangereuses et dégradantes » (Vision mondiale, 2023). La majorité d'entre eux sont issus de pays à faible ou moyen revenu aux prises avec des conflits dans le contexte économique actuel. Vivant déjà dans des conditions de grande vulnérabilité, ces enfants sont plus susceptibles de se prêter à une forme intense de main-d'œuvre dans l'espoir de pourvoir leurs familles de biens essentiels nécessaires à leur survie.

Depuis la Révolution industrielle, le travail des enfants s'avère une méthode (de plus en plus courante) pour produire des biens à moindres coûts, et ce, depuis plus d'un siècle (Social Welfare History Project, 2020). Aujourd'hui, dans presque toutes les sphères du marché, se retrouvent des biens produits par une main-d'œuvre infantile (dont vous retrouverez sans doute un grand nombre parmi vos propres achats) comme du cacao, des fruits, des légumes, des briques, du caoutchouc, du granite, des produits textiles, des vêtements en coton, des diamants et des allumettes (ministère de la Main-d'œuvre des États-Unis, 2022). Faire fi de l'exploitation continue des enfants perpétue le cycle de pauvreté qui met les familles en péril.

Comment le travail des enfants se répercute-t-il sur la vie des jeunes?

L'impact du travail des enfants sur les jeunes varie selon leurs milieux social, politique et économique.

Dans les pays à plus faible revenu, les enfants sont davantage susceptibles d'être exploités comme main-d'œuvre infantile. Pour soutenir leur famille, bon nombre d'entre eux abandonnent l'école et commencent à travailler à un âge très précoce, souvent dans des environnements qui ne sont pas sécuritaires et qui présentent un risque statistiquement élevé d'abus ou de maltraitance. Actuellement, un enfant sur trois qui travaille n'est pas à l'école (Vision mondiale, 2022). D'où la nécessité d'accorder à une réforme en éducation une importance primordiale pour rompre le cycle de pauvreté intergénérationnelle qui entrave un grand nombre de ces familles. L'éducation outille les enfants pour mettre un terme à ce cycle.

L'éducation dans les pays à plus faible revenu peut contribuer à réduire la prévalence du travail des enfants, leur offrant l'apprentissage, la sécurité et la reconnaissance de leurs droits. Bon nombre de jeunes qui se retrouvent dans ces situations n'ont pas été clairement informés de leurs droits et des choix à leur disposition, et ainsi, ne sont pas équipés pour réussir à surmonter les épreuves auxquelles ils sont confrontés.

Dans les pays à plus haut revenu, les jeunes contribuent à exacerber l'enjeu à leur insu. Les valeurs capitalistes poussent un grand nombre d'entre eux à « acheter maintenant et réfléchir après », sans se rendre compte qu'ils nourrissent l'inférieure économie de la consommation que l'Ouest connaît si bien. L'éducation dans les pays à revenu élevé est aussi importante que dans les pays moins privilégiés, car nous devons tous faire attention à ne pas alimenter, sans le savoir, les problèmes que nous tentons justement de résoudre.

« [Si les droits de tous les enfants étaient respectés et protégés au Canada], les enfants auraient un choix. Ils disposeraient d'une certaine forme de contrôle sur leur développement, en plus de bénéficier d'un encadrement. Ils auraient voix au chapitre quant aux questions qui leur importent. »

– Membre de la communauté U-Report, février 2022



©UNICEF/UNI281125/Henwig

LE TRAVAIL DES ENFANTS

RECOMMANDATIONS

AUX JEUNES

Pour les jeunes gens du monde entier, le travail des enfants est abusif envers leurs pairs car ils les privent de leurs droits fondamentaux et de leur enfance. En solidarité avec ces jeunes, nous devons travailler main dans la main pour soutenir les enfants et faire de notre mieux pour promouvoir leurs droits.

- Soyons conscients et sensibles aux opportunités données aux jeunes dans l'hémisphère Nord et aux façons de les saisir pour aider les autres.
- Renseignons-nous sur la situation actuelle du travail des enfants ainsi que sur d'autres violations des droits des enfants dans le monde.
- Contribuons à sensibiliser et à mobiliser d'autres jeunes; nous sommes plus forts ensemble.
- Consommons de façon responsable : choisissons des articles usagés, durables, de qualité, et consommons avec modération, en vérifiant la feuille de route des marques et des magasins avant de faire nos achats et en boycottant les entreprises sans éthique.
- N'ayons pas peur de nous exprimer pour revendiquer des changements de politiques et de lois visant à faire avancer cet enjeu et partageons nos suggestions avec les décideurs.

AUX ADULTES PARTENAIRES

Les adultes partenaires sont des alliés qui servent d'exemple aux plus jeunes générations, comme d'autres avant eux ont été source d'inspiration. Nous vous demandons de contribuer à un avenir prometteur et sécuritaire pour les enfants du monde entier et de prêcher par l'exemple en faveur de toute l'humanité.

- Offrez une aide directe aux enfants qui ont besoin d'une aide humanitaire en appuyant les organisations et les travailleuses et travailleurs humanitaires sur le terrain.
- Participez au développement du curriculum éducatif, surtout si vous avez de l'expérience personnelle ou professionnelle en la matière.
- Lancez l'alarme : veillez à signaler toute violation aux règles concernant le travail des enfants dans votre lieu de travail, dans votre quotidien ou dans d'autres circonstances qui méritent une action immédiate.
- Soutenez les droits et l'éducation des enfants dans votre collectivité en faisant du bénévolat dans les écoles et en participant à des initiatives valorisant le bien-être et la sensibilisation des enfants.

- Prenez part aux décisions et aux discussions visant à éliminer le travail des enfants : jouez un rôle déterminant dans le développement durable d'une société exempte d'exploitation des jeunes.

AUX DÉCIDEURS

Les personnes responsables de prendre des décisions ont le pouvoir d'apporter les changements nécessaires au système actuel. Cette culture d'exploitation ne peut pas cesser sans votre appui. Nous vous exhortons à honorer vos engagements publics d'éradiquer le travail des enfants en intervenant rapidement pour sauver les enfants à l'échelle mondiale.

- Fournissez aux entreprises locales des incitatifs pour encourager la vente de leurs produits, étant donné que leurs produits respectent souvent des normes éthiques plus élevées.
- Mettez en œuvre des mesures rigoureuses pour veiller à ce que tous les produits offerts sur le marché ne soient pas issus du travail des enfants et proviennent de sources faisant preuve de transparence (conformément à l'énoncé de la récente loi canadienne sur les chaînes d'approvisionnement).
- Améliorez les lois et les politiques luttant contre le travail des enfants en attribuant aux entreprises coupables d'exploitation des pénalités plus contraignantes.
- Créez et déployez davantage de filets de sécurité sociale pour soutenir les familles vulnérables, en s'assurant qu'elles aient accès aux services essentiels comme les soins de santé, l'alimentation et l'éducation afin qu'elles ne soient pas contraintes à sacrifier leur enfant à des impératifs financiers.



95 %

des membres de la communauté U-Report sont d'accord pour dire que le Parlement devrait examiner toutes les nouvelles lois et politiques pour s'assurer qu'elles protègent et défendent les droits des enfants.

(Février 2022)

UN MESSAGE DES ORGANISATIONS PARTENAIRES DE LA JOURNÉE NATIONALE DE L'ENFANT

Au Canada, nous avons la chance de bénéficier de paysages, de cultures et de possibilités diversifiés, y compris de ceux des peuples autochtones qui ont élu domicile sur cette terre bien avant l'existence du Canada. Notre véritable richesse réside cependant dans nos enfants et nos jeunes, les dirigeants, innovateurs et rêveurs actuels et futurs qui façonneront actuellement et façonneront le destin du Canada. La responsabilité nous incombe à toutes et à tous de veiller à ce qu'ils disposent du meilleur environnement possible pour s'épanouir, grandir et contribuer de façon significative à notre société.

Dans un monde en constante évolution, les idées et les expériences des enfants et des jeunes sont inestimables. Ils offrent des points de vue uniques qui peuvent nous aider à relever des défis complexes et à découvrir de nouvelles possibilités. Nous exhortons donc tout le monde à prendre le temps de s'engager de manière significative avec eux et d'écouter véritablement ce que disent les jeunes dans ce livret stratégique Ré-imaginer.

Il faudra le dévouement et l'engagement de toute la population canadienne pour faire du Canada le meilleur endroit où s'épanouir pour les enfants et les jeunes. Travaillons ensemble, au-delà des différences politiques, régionales et culturelles, pour garantir que chaque enfant dans notre pays ait la possibilité d'avoir de grands rêves et de les réaliser.

En investissant aujourd'hui dans nos enfants et nos jeunes, nous investissons dans un Canada de demain plus brillant et plus prospère. Ensemble, nous pouvons bâtir une nation où le potentiel de chaque enfant est développé et où le droit de chaque jeune de se faire entendre est célébré, d'un océan à l'autre.

Sincèrement,



Owen Charters
Président et chef de la direction, Repaires jeunesse du Canada



Peter Dinsdale
Président-directeur général
YMCA Canada



Lindsay Glassco
Présidente et cheffe de la direction
Plan International Canada



Danny Glenwright
Président et chef de la direction
Aide à l'enfance Canada



Sharif Mahdy
Président directeur-général
La Commission des étudiants du Canada,
Centre d'excellence pour
l'engagement des jeunes



Odette McCarthy
Directrice générale
Equitas, Centre international
d'éducation aux droits humains



Sevaun Palvetzian
Présidente et cheffe de la direction
UNICEF Canada



À propos d'UNICEF Canada

L'UNICEF est le plus important organisme humanitaire dans le monde axé sur les enfants et les adolescents. Créé par les Nations Unies, l'UNICEF est l'une des rares organisations à travailler à la fois au Canada et à l'échelle internationale. UNICEF Canada est le visage de l'UNICEF au Canada. Nous protégeons les droits et le bien-être des enfants et des jeunes en mobilisant des ressources pour eux, en plaidant pour des politiques et des pratiques toujours meilleures, et en mobilisant des jeunes de tous horizons en tant que détenteurs de droits et défenseurs. Nous demandons aux Canadiens d'agir et de faire mieux pour les enfants et les jeunes.

L'UNICEF est entièrement tributaire de contributions volontaires.

Pour en savoir plus sur UNICEF Canada, veuillez visiter le www.unicef.ca/fr.

Pour obtenir des mises à jour, suivez-nous sur Facebook, Instagram, LinkedIn, Twitter et YouTube.

